

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 97 — 298

[S - C - 96/11393]

5 DECEMBRE 1996. — Arrêté royal portant exécution de l'article 2, § 3, 5°, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés, notamment l'article 22, § 2, modifié par les lois des 5 juin 1970 et 10 février 1981;

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 2, § 3, 5°;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 1969 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 26 octobre 1973, 3 novembre 1975, 11 juin 1987 et 4 décembre 1990;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office National des Pensions du 23 novembre 1992;

Vu l'avis de la Commission des Assurances du 23 novembre 1993;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances du 9 février 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, de Notre Ministre des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° la loi : la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

2° l'Office : l'Office de Contrôle des Assurances institué par la loi;

3° les entreprises et organismes d'assurances : les entreprises et organismes d'assurances visés à l'article 2, § 3, 5° de la loi;

4° l'arrêté royal du 14 mai 1969 : l'arrêté royal du 14 mai 1969 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Art. 2. Sous réserve des dispositions ci-après, la loi et ses arrêtés et règlements d'exécution sont applicables aux entreprises et organismes d'assurances.

Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par la réglementation visée à l'article 2, § 3, 5° de la loi, l'arrêté royal du 14 mai 1969.

Art. 3. Pour l'application de la loi et de ses arrêtés et règlements d'exécution, les entreprises et organismes d'assurances qui ont la forme de caisse commune d'assurances, sont considérés comme des associations d'assurances mutuelles.

Art. 4. Lorsque les entreprises et organismes d'assurances font d'autres opérations d'assurances que les opérations relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés visées par l'arrêté royal du 14 mai 1969, ils établissent pour ces dernières opérations une comptabilité distincte, sauf s'ils appliquent le même mode de répartition des bénéfices à ces autres opérations.

Art. 5. Pour l'application du présent arrêté, l'article 15bis, § 1^{er}, 3° de la loi, doit se lire comme suit :

« les réserves, légales ou libres, et les fonds de réserves ne correspondant pas aux engagements ».

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 97 — 298

[S - C - 96/11393]

5 DECEMBER 1996. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, § 3, 5°, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, inzonderheid op artikel 22, § 2, gewijzigd bij de wetten van 5 juni 1970 en 10 februari 1981;

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op artikel 2, § 3, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 1969 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 oktober 1973, 3 november 1975, 11 juni 1987 en 4 december 1990;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Pensioenen van 23 november 1992;

Gelet op het advies van de Commissie voor Verzekeringen van 23 november 1993;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen van 9 februari 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie, van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën, van Onze Minister van Pensioenen en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

2° de Controledienst : de Controledienst voor de Verzekeringen opgericht door de wet;

3° de verzekeringsondernemingen en -instellingen : de verzekeringsondernemingen en -instellingen bedoeld in artikel 2, § 3, 5° van de wet;

4° het koninklijk besluit van 14 mei 1969 : het koninklijk besluit van 14 mei 1969 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Art. 2. Onder voorbehoud van de hiernavolgende bepalingen, zijn de wet en haar uitvoeringsbesluiten en -reglementen van toepassing op de verzekeringsondernemingen en -instellingen.

Voor de toepassing van dit besluit wordt onder de in artikel 2, § 3, 5° van de wet bedoelde reglementering verstaan, het koninklijk besluit van 14 mei 1969.

Art. 3. Voor de toepassing van de wet en haar uitvoeringsbesluiten en -verordeningen worden de verzekeringsondernemingen en -instellingen, die de vorm hebben van gemeenschappelijke verzekeringskas, beschouwd als onderlinge verzekeringsverenigingen.

Art. 4. Indien de verzekeringsondernemingen en -instellingen andere verzekeringsverrichtingen doen dan de verrichtingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers bedoeld door het koninklijk besluit van 14 mei 1969, voeren zij voor deze laatste verrichtingen een afzonderlijke boekhouding, tenzij zij dezelfde verdeelingswijze van de winst voor die verrichtingen toepassen.

Art. 5. Voor de toepassing van dit besluit moet artikel 15bis, § 1, 3° van de wet als volgt worden gelezen :

« de reserves, wettelijke of vrije, en de reservefondsen die niet tegenover verplichtingen staan ».

Art. 6. Pour l'application du présent arrêté, l'article 92 de la loi, modifié par l'arrêté royal du 12 août 1994, doit se lire comme suit :

« Art. 92. Les entreprises et organismes pratiquant les opérations visées à l'article 2, § 3, 5° de la présente loi, au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant exécution de ladite disposition, peuvent poursuivre cette activité.

Ils doivent dans les trois mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'alinéa précédent, introduire la requête visée par l'article 5 et constituer les valeurs représentatives visées à l'article 16.

L'octroi ou le refus de l'agrément est décidé par le Roi, avant l'expiration d'un délai de six mois prenant cours à l'issue des trois mois visés à l'alinéa précédent. Les entreprises et organismes peuvent poursuivre leur activité jusqu'à ce moment à moins qu'ils n'aient omis d'introduire la requête d'agrément ou de constituer les valeurs représentatives dans les trois mois précités.

S'ils doivent mettre fin à leur activité en application du présent article, les articles 44, 45 et 46 de la présente loi sont d'application. »

Art. 7. Pour l'application du présent arrêté, l'article 93 de la loi, modifié par les arrêtés royaux des 9 juin 1981 et 12 août 1994, doit se lire comme suit :

« Art. 93. L'agrément peut être accordé aux entreprises et organismes visés à l'article 2, § 3, 5°, de la présente loi, nonobstant le fait qu'ils ne satisfont pas aux obligations imposées par l'article 15; pour se conformer aux obligations précitées, ils bénéficient d'un délai de deux ans, prenant cours à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'exécution de l'article 2, § 3, 5° de la présente loi, à condition qu'ils respectent un plan de financement approuvé par l'Office. »

Art. 8. L'article 5 de l'arrêté royal du 14 mai 1969, modifié par l'arrêté royal du 3 novembre 1975, est modifié comme suit :

1° au § 1^{er}, 2°, alinéa 2, les mots "au barème annexé au présent arrêté" sont remplacés par les mots "aux bases techniques en vigueur qui doivent être conformes aux dispositions de la réglementation relative à l'assurance sur la vie, prise en exécution de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances";

2° au § 2, alinéa 2, la deuxième phrase est supprimée.

Art. 9. Dans l'article 7, alinéa 2 du même arrêté, les mots "au barème annexé au présent arrêté" sont remplacés par les mots "aux bases techniques en vigueur qui doivent être conformes aux dispositions de la réglementation relative à l'assurance sur la vie, prise en exécution de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances".

Art. 10. L'article 9, § 1^{er}, alinéa 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 juin 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de prise de cours anticipée de la rente de vieillesse conformément à l'article 7, alinéa 2 du présent arrêté, l'application de l'alinéa 1^{er} peut être subordonnée au résultat favorable d'un examen médical. »

Art. 11. Dans l'article 10, § 2 du même arrêté, les mots "du Ministre" sont remplacés par les mots "de l'Office de Contrôle des Assurances institué par la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances".

Art. 12. L'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 novembre 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. § 1^{er}. Les organismes d'assurances sont tenus d'utiliser des bases techniques identiques pour l'ensemble des assurés masculins et pour l'ensemble des assurés féminins.

Les assurances en cas de décès ne peuvent contenir de risques exclus, à l'exception du suicide survenu moins d'un an après la prise d'effet du contrat.

§ 2. Sauf dérogation accordée par l'Office de Contrôle des Assurances, les chargements ne peuvent dépasser les taux suivants :

a) en ce qui concerne la constitution de la rente et l'assurance prévue à l'article 5, § 1^{er}, 1° et 2° :

- chargement pour frais de gestion : 5 p.c. des versements;
- chargement pour le service des rentes : 1 p.c.;

Art. 6. Voor de toepassing van dit besluit moet artikel 92 van de wet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 augustus 1994, als volgt gelezen worden :

« Art. 92. De ondernemingen en instellingen die de verrichtingen bedoeld bij artikel 2, § 3, 5° van deze wet doen op het ogenblik dat het koninklijk besluit tot uitvoering van die bepaling in werking treedt, mogen hun bedrijvigheid voortzetten.

Zij moeten binnen de drie maanden te rekenen van de inwerkingtreding van het in het vorig lid bedoelde besluit de bij artikel 5 bedoelde aanvraag indienen en de in artikel 16 genoemde dekkingswaarden samenstellen.

Vóór het verstrijken van een termijn van zes maanden ingaande bij het aflopen van de in het vorig lid bedoelde termijn van drie maanden doet de Koning uitspraak over het verlenen of weigeren van de toelating. De ondernemingen en instellingen mogen tot dan hun bedrijvigheid voortzetten, tenzij zij verzuimen binnen voormelde drie maanden hun aanvraag tot toelating in te dienen of dekkingswaarden samen te stellen.

Indien zij hun activiteit moeten stopzetten bij toepassing van dit artikel zijn de artikelen 44, 45 en 46 van deze wet van toepassing. »

Art. 7. Voor de toepassing van dit besluit moet artikel 93 van de wet, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juni 1981 en 12 augustus 1994, als volgt worden gelezen :

« Art. 93. Aan de ondernemingen of instellingen bedoeld in artikel 2, § 3, 5° van deze wet, kan de toelating worden verleend ook als zij niet voldoen aan de bij artikel 15 opgelegde verplichtingen; om aan de voornoemde verplichtingen te voldoen krijgen zij een uitstel van twee jaar, ingaande bij het van kracht worden van het besluit tot uitvoering van artikel 2, § 3, 5° van deze wet, op voorwaarde dat zij een door de Controledienst goedgekeurd financieringsplan eerbiedigen. »

Art. 8. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 14 mei 1969, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 november 1975, wordt als volgt gewijzigd :

1° in § 1, 2°, tweede lid worden de woorden "de schaal als bijlage gevoegd bij dit besluit" vervangen door de woorden "de van toepassing zijnde technische grondslagen die in overeenstemming moeten zijn met de bepalingen van de reglementering betreffende de levensverzekeringsactiviteit, genomen in uitvoering van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen";

2° in § 2, tweede lid wordt de tweede zin geschrapt.

Art. 9. In artikel 7, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden "de schaal als bijlage gevoegd bij dit besluit" vervangen door de woorden "de van toepassing zijnde technische grondslagen die in overeenstemming moeten zijn met de bepalingen van de reglementering betreffende de levensverzekeringsactiviteit, genomen in uitvoering van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen".

Art. 10. Artikel 9, § 1, tweede lid van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juni 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In geval van vervroegd ingaan van de ouderdomsrente overeenkomstig artikel 7, tweede lid van dit besluit, kan de toepassing van het eerste lid afhankelijk gesteld worden van de gunstige uitslag van een geneeskundig onderzoek. »

Art. 11. In artikel 10, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de Controledienst voor de Verzekeringen ingesteld door de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen".

Art. 12. Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 november 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12. § 1. De verzekeringsinstellingen zijn gehouden dezelfde technische grondslagen te gebruiken voor het geheel van de mannelijke verzekerden, en voor het geheel van de vrouwelijke verzekerden.

De verzekeringen tegen overlijden mogen geen uitgesloten risico's bevatten, uitgezonderd de zelfmoord die minder dan één jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst gebeurt.

§ 2. Tenzij de Controledienst voor de Verzekeringen een afwijking toestaat mogen de lasten de volgende percentages niet overschrijden :

a) wat het vestigen van de rente en de verzekering voorzien in artikel 5, § 1, 1° en 2° betreft :

- lasten voor beheerskosten : 5 pct. voor de stortingen;
- lasten voor het uitbetalen van renten : 1 pct.;

b) en ce qui concerne l'assurance temporaire d'un an visée à l'article 5, § 1^{er}, 3^o :

- chargement de 0,0005 du capital assuré. »

Art. 13. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. L'arrêté royal du 8 juin 1931 portant règlement général d'application de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, n'est pas d'application aux opérations visées par le présent arrêté. »

Art. 14. L'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 26 octobre 1973, est modifié comme suit :

1^o l'alinéa 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« Si seulement une partie du fonds de répartition, a été distribuée, le solde est reporté pour une distribution ultérieure. » ;

2^o l'alinéa 5 est supprimé.

Art. 15. L'article 26 du même arrêté est complété par les mots suivants :

« à l'exception des obligations qui découlent des articles 12, 21 et 22 et qui sont contrôlées par l'Office de Contrôle des Assurances ».

Art. 16. Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 24 décembre 1930 formant règlement organique de la Commission supérieure des pensions de vieillesse, prévue par les articles 60 et suivants de la loi du 14 juillet 1930, modifié par l'arrêté royal du 22 septembre 1931;

2^o l'arrêté royal du 9 juin 1931 pris en exécution de l'article 26 de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, fixant les tarifs des rentes que doivent garantir les établissements d'assurances agréés, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1939;

3^o l'arrêté royal du 10 juin 1931 pris en exécution de l'article 26 de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés en ce qui concerne les conditions d'agrément des établissements d'assurances prévues à l'article 24 de cette loi, modifié par l'arrêté royal du 26 novembre 1931 et l'arrêté du Régent du 30 mars 1948;

4^o les dispositions suivantes de l'arrêté royal du 14 mai 1969 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n^o 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés :

a) l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 3 novembre 1975;

b) les articles 15, 19, 20, 23, 24 et 25;

c) les annexes 1 à 16, remplacées par l'arrêté royal du 3 novembre 1975.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Notre Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

b) wat de tijdelijke verzekering voor één jaar bedoeld in artikel 5, § 1, 3^o betreft :

- lasten de 0,0005 van het verzekerd kapitaal. »

Art. 13. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. Het koninklijk besluit van 8 juni 1931 tot vaststelling van het algemeen reglement van toepassing van de wet van 18 juni 1930 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en voortijdige dood der bedienden, is niet van toepassing op de verrichtingen bedoeld door dit besluit. »

Art. 14. Artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 26 oktober 1973, wordt als volgt gewijzigd :

1^o het eerste lid wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Wanneer slechts een gedeelte van het omslagfonds wordt uitgekeerd, wordt het saldo overgedragen voor een latere distributie. » ;

2^o het vijfde lid wordt geschrapt.

Art. 15. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt met de volgende woorden aangevuld :

« met uitzondering van de verplichtingen die voortvloeien uit de artikelen 12, 21 en 22 en die door de Controledienst voor de Verzekeringen worden gecontroleerd ».

Art. 16. Worden opgeheven :

1^o het koninklijk besluit van 24 december 1930 tot inrichting van het organiek reglement van de hogere Commissie voor ouderdomspensioenen, bedoeld in de artikelen 60 en volgende van de wet van 14 juli 1930, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 september 1931;

2^o het koninklijk besluit van 9 juni 1931 genomen in uitvoering van artikel 26 van de wet van 18 juni 1930 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en voortijdige dood van bedienden, tot vaststelling van de tarieven van de rentes die door de toegelaten verzekeringsinstellingen moeten worden gewaarborgd, gewijzigd bij koninklijk besluit van 15 maart 1939;

3^o het koninklijk besluit van 10 juni 1931 genomen in uitvoering van artikel 26 van de wet van 18 juni 1930 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en voortijdige dood van bedienden met betrekking tot de voorwaarden tot toelating van de verzekeringsinstellingen, voorzien in artikel 24 van die wet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 26 november 1931 en het Regentsbesluit van 30 maart 1948;

4^o de volgende bepalingen van het koninklijk besluit van 14 mei 1969 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers :

a) artikel 6, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 november 1975;

b) de artikelen 15, 19, 20, 23, 24 en 25;

c) de bijlagen 1 tot 16, vervangen bij koninklijk besluit van 3 november 1975.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN